

B. Région wallonne  
Service public de Wallonie  
Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles  
et Environnement

Avenue Prince de Liège 15

5100 JAMBES

Tél. 081-33 51 13

Fax. 081-33 65 10

C. Région de Bruxelles-Capitale

Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement

Gulledelle 100

1200 BRUXELLES

Tél. 02-775 75 75

Fax. 02-775 76 21

II. Investissements économiseurs d'énergie

Les attestations à tenir à disposition de l'administration en ce qui concerne les investissements économiseurs d'énergie doivent, suivant le lieu de l'investissement, être réclamées auprès des services suivants.

A. Région flamande

Vlaams Overheid

Vlaams Energieagentschap

Koning Albert II-laan 20, bus 17

1000 BRUSSEL

Tél. 02-553 46 00

Fax. 02-553 46 01

B. Région wallonne

Service public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie

Département de l'Energie et du Bâtiment durable

Avenue Prince de Liège 7

5100 JAMBES

Tél. : 081-33 55 14

Fax. 081-33 55 11

C. Région de Bruxelles-Capitale

Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement

Gulledelle 100

1200 BRUXELLES

Tél. 02-775 75 75

Fax. 02-775 76 21

—————  
Note

(1) Sauf si la société a opté pour le « crédit d'impôt pour recherche et développement »

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

B. Waals Gewest

Service Public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles  
et Environnement

Avenue Prince de Liège 15

5100 JAMBES

Tel. 081-33 51 13

Fax. 081-33 65 10

C. Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brussels Instituut voor Milieubeheer

Gulledelle 100

1200 BRUSSEL

Tel. 02-775 75 75

Fax. 02-775 76 21

II. Energiebesparende investeringen

De attesten die met betrekking tot de energiebesparende investeringen ter beschikking van de administratie moeten worden gehouden, dienen, naargelang de plaats van de investering, bij de hiernavolgende instanties te worden aangevraagd.

A. Vlaams Gewest

Vlaamse Overheid

Vlaams Energieagentschap

Koning Albert II-laan 20, bus 17

1000 BRUSSEL

Tel. 02-553 46 00

Fax. 02-553 46 01

B. Waals Gewest

Service Public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie

Département de l'Energie et du Bâtiment durable

Avenue Prince de Liège 7

5100 JAMBES

Tel. 081-33 55 14

Fax. 081-33.55.11

C. Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brussels Instituut voor Milieubeheer

Gulledelle 100

1200 BRUSSEL

Tel. 02-775 75 75

Fax. 02-775 76 21

—————  
Nota

(1) Behoudens indien door de vennootschap wordt gekozen voor het « Belastingkrediet voor onderzoek en ontwikkeling ».

(De pers wordt verzocht dit bericht over te nemen.)

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2009/14015]

22 JANVIER 2009. — Circulaire relative à l'autorisation communale permettant la circulation des véhicules folkloriques sur la voie publique

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

L'arrêté royal du 27 janvier 2008 relatif aux véhicules folkloriques (*Moniteur belge* 29 janvier 2008) règle la circulation sur la voie publique des véhicules utilisés dans le cadre de manifestations folkloriques.

Ces véhicules bénéficient ainsi de certaines dérogations aux prescriptions du règlement technique, du code de la route et des dispositions relatives au permis de conduire et à l'immatriculation des véhicules.

Ces dispenses ne sont cependant valables qu'à certaines conditions.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2009/14015]

22 JANUARI 2009. — Omzendbrief betreffende de gemeentelijke machtiging die praalwagens toelaat gebruik te maken van de openbare weg

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Ter informatie:

Aan de Dames en Heren Gouverneurs,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Het koninklijk besluit van 27 januari 2008 betreffende praalwagens (*Belgisch Staatsblad* 29 januari 2008) regelt het verkeer op de openbare weg van voertuigen die gebruikt worden in het kader van folkloristische manifestaties.

Deze voertuigen mogen aldus afwijken van bepaalde voorschriften van het technisch reglement, het verkeersreglement en de bepalingen betreffende het rijbewijs en de inschrijving van voertuigen.

Deze vrijstellingen zijn echter maar van toepassing onder bepaalde voorwaarden.

Elles ne valent que pour autant que ces véhicules ne se rendent qu'exceptionnellement sur la voie publique, à savoir à l'occasion d'une manifestation folklorique autorisée par la commune, sur le chemin pour s'y rendre ou en revenir ou à l'occasion de tours d'essai en vue de cette manifestation.

Ces véhicules sont également tenus de respecter une vitesse maximale de 25 km/h.

La réglementation prévoit aussi que ces véhicules ou les remorques doivent répondre aux dispositions de l'autorisation communale.

Cette dernière condition est motivée par la nécessité d'organiser une forme de contrôle concernant ces véhicules, conformément aux dispositions de cette réglementation et aux modalités que la commune juge nécessaires.

#### Autorités communales qui délivrent l'autorisation

Seules les communes de départ et d'arrivée (si elles sont différentes) doivent délivrer l'autorisation visée au nouvel article 2, § 2, 12°, et § 3ter, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 (règlement technique des véhicules automobiles et de leurs remorques).

Il est à conseiller que la commune de départ s'assure que la commune d'arrivée ait délivré une autorisation avant de délivrer la sienne.

Pour la délivrance de l'autorisation communale, il est recommandé que les autorités soient attentives aux points suivants.

#### Éléments à prendre en considération

##### 1) L'état technique du véhicule ou de la remorque

Compte tenu des dérogations envisagées par la réglementation, il pourra être vérifié que les différents équipements de sécurité exigés sont en bon état de fonctionnement.

Étant donné que les feux peuvent devoir être utilisés à tout moment en fonction des conditions météorologiques, la présence des feux avant et arrière en bon état de fonctionnement devra pouvoir être vérifiée, que le véhicule folklorique soit un véhicule à moteur ou une remorque.

Comme prévu dans la réglementation, des feux d'encombrement pourront devoir être placés sur le véhicule ou la remorque.

##### 2) Le parcours

Bien que l'autorisation de transport exceptionnel visée à l'article 48 du Code de la route ne soit pas exigée, il se peut que la conception ou le chargement des véhicules ou des remorques folkloriques excède les dimensions admises par le code de la route ou le règlement technique.

Le risque existe donc que le passage du véhicule ou de la remorque soit entravé par certaines ouvrages d'art (pont, tunnels, ronds-points, etc.), ou par la végétation ou les aménagements en bord de route (lignes électriques, bâtiments, etc.).

La largeur du véhicule peut constituer un danger pour les autres usagers lorsque la largeur de la voie publique ou des bandes de circulation ne permet pas le dépassement et le croisement en toute sécurité. L'exécution de certaines manœuvres peut également être risquée, notamment aux endroits où le problème de l'angle-mort se pose.

Il pourra donc être demandé à l'organisateur du déplacement ou au conducteur qu'il fournisse une description du tour d'essai ou de l'itinéraire qu'il va parcourir pour rejoindre son lieu de destination et en revenir.

Étant donné la limitation de vitesse à 25 km/h qui est imposée aux véhicules et remorques folkloriques, il est de toute façon exclu que ces véhicules aient accès aux autoroutes.

##### 3) Le chargement

Si le chargement du véhicule est de nature à aggraver les conséquences d'un accident, l'autorisation devra mentionner que le conducteur démonte certains éléments de celui-ci ou qu'il les protège et enveloppe de manière à ce qu'ils ne présentent plus de partie effilée ou tranchante.

##### 4) Assurance

S'agissant d'un véhicule à moteur au sens de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, on est obligé de remettre à l'autorité communale la preuve que le véhicule folklorique est couvert par l'assurance responsabilité civile obligatoire.

Bien que la remorque folklorique elle-même soit dispensée de l'assurance obligatoire (voir l'arrêté royal du 19 octobre 1995 portant exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs), la preuve doit être également remise que le véhicule tracteur est en ordre d'assurance et de contrôle technique. L'autorisation ne devrait valoir que pour autant que ce soit le véhicule tracteur qu'elle indique qui tire la remorque.

Ze gelden alleen voor zover deze voertuigen slechts bij uitzondering op de openbare weg komen, namelijk ter gelegenheid van een door de gemeente toegelaten folkloristische manifestatie, op de weg er naartoe of op de terugweg, ofwel voor proefritten met het oog op die manifestatie.

Deze voertuigen zijn er eveneens toe gehouden een maximale snelheid van 25 km/u. te respecteren.

De reglementering bepaalt ook dat deze voertuigen of de aanhangwagens moeten voldoen aan de voorschriften van de gemeentelijke machtiging.

Deze laatste voorwaarde is ingegeven door de noodzaak om een vorm van controle te organiseren betreffende deze voertuigen in overeenstemming met de voorschriften van deze reglementering en met de modaliteiten die de gemeente noodzakelijk acht.

#### Gemeentelijke overheden die de machtiging afleveren

Alleen de gemeenten van vertrek en van aankomst (indien deze verschillend zijn) moeten de machtiging, bedoeld in het nieuwe artikel 2, § 2, 12°, en § 3ter, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 (technisch reglement van auto's en hun aanhangwagens) geven.

Daarbij is het aan te bevelen dat de gemeente van vertrek zich ervan vergewist dat de gemeente van aankomst een machtiging heeft verleend alvorens de hare te geven.

Voor het verlenen van de gemeentelijke machtiging is het aan te bevelen dat de overheden aandacht hebben voor de volgende punten.

#### Punten om rekening mee te houden

##### 1) De technische staat van het voertuig of de aanhangwagen

Rekening houdend met de vrijstellingen die de reglementering bepaalt, kan er nagegaan worden of de verschillende veiligheidsuitrustingen die vereist zijn, in goede staat zijn en werken.

Aangezien de lichten op elk moment in functie van de meteorologische omstandigheden moeten kunnen gebruikt worden, moet de aanwezigheid en de werking van de lichten vooraan en achteraan kunnen worden nagegaan, zowel ingeval het folkloristisch voertuig een motorvoertuig als een aanhangwagen is.

Zoals bepaald in de reglementering, kunnen er omtreklichten moeten geplaatst worden op het voertuig of de aanhangwagen.

##### 2) Het traject

Hoewel de vergunning voor uitzonderlijk vervoer bedoeld in artikel 48 van het verkeersreglement niet vereist is, kan het zijn dat door de bouw of de lading van praalwagens of praal-aanhangwagens de afmetingen die zijn toegelaten door het verkeersreglement of het technisch reglement worden overschreden.

Het risico bestaat dus dat de doorgang van de praalwagen of de praal-aanhangwagen in het gedrang komt door bepaalde constructies (bruggen, tunnels, rotondes, enz.) of door groenbepanting of inrichtingen langs de kant van de weg (elektrische leidingen, gebouwen, enz.)

De breedte van het voertuig kan een gevaar inhouden voor de andere weggebruikers wanneer de breedte van de openbare weg of de rijstroken het inhalen of kruisen in alle veiligheid niet toelaat. Het uitvoeren van bepaalde manoeuvres kan eveneens een risico inhouden, meer bepaald op plaatsen waar het probleem van de dode hoek zich stelt.

Er zal dan ook aan de organisator van de verplaatsing of aan de bestuurder kunnen worden gevraagd om het traject mee te delen dat zal worden gevolgd om de proefrit uit te voeren of de bestemming te bereiken en terug te keren.

Gezien de snelheidsbeperking van 25 km/u die geldt voor praalwagens en praal-aanhangwagens, is het in elk geval uitgesloten dat deze voertuigen toegang zouden hebben tot autosnelwegen.

##### 3) De lading

Indien de lading van het voertuig van dien aard is dat het de gevolgen van een ongeval kan verergeren, zal in de machtiging moeten vermeld worden dat de bestuurder bepaalde zaken demonteert of beschermt en inpakt zodat deze niet langer spits of scherp zijn.

##### 4) Verzekering

Aangezien het een motorvoertuig betreft in de zin van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, dient aan de gemeentelijke overheid het bewijs te worden voorgelegd dat de praalwagen gedekt is door de verplichte burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering.

Hoewel de praal-aanhangwagen is vrijgesteld van de verplichte verzekering (zie koninklijk besluit van 19 oktober 1995 houdende de uitvoering van artikel 1 van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen), zal dit bewijs ook moeten voorgelegd worden voor het trekkend voertuig, naast het keuringsbewijs. De machtiging kan slechts geldig zijn voor zover het erin vermeld voertuig de aanhangwagen trekt.

## 6) Nombre de véhicules

Compte tenu des raisons qui précèdent, chaque véhicule ou remorque folklorique doit faire l'objet d'une autorisation distincte, à moins qu'ils ne fassent partie d'un train de véhicules pour lequel une autorisation suffit.

Parmi les éléments cités ci-dessus, seuls ceux ayant directement trait aux conditions techniques du véhicule ou de la remorque doivent nécessairement faire l'objet de l'autorisation en vertu de l'arrêté royal du 27 janvier 2008. Les autres conditions sont laissées à l'appréciation des autorités communales.

Il est clair qu'en premier lieu l'organisateur du déplacement ou le conducteur du véhicule folklorique doit faire en sorte que les dispositions de la réglementation soient respectées et que l'autorisation communale ne le dispense pas de sa responsabilité de prendre les précautions nécessaires en ce qui concerne la sécurité.

Le 22 janvier 2009.

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
E. SCHOUPPE

## 6) Aantal voertuigen

Omwille van voorgaande redenen dient er voor elke praalwagen of praalaanhangwagen een afzonderlijke machtiging te worden verleend, tenzij zij deel uit maken van een sleep, waarvoor één machtiging volstaat.

Van de hierboven vermelde punten moeten alleen deze die rechtstreeks betrekking hebben op de technische eisen van het voertuig of de aanhangwagen zeker het voorwerp uitmaken van een machtiging krachtens het koninklijk besluit van 27 januari 2008. De andere voorwaarden worden overgelaten aan de appreciatie van de gemeentelijke overheden.

Het is duidelijk dat in de eerste plaats de organisator van de verplaatsing of de bestuurder van de praalwagen zelf er moet voor zorgen dat de voorschriften van de reglementering worden nageleefd en dat de gemeentelijke machtiging hem niet ontslaat van zijn verantwoordelijkheid om de nodige voorzorgen inzake veiligheid te treffen.

22 januari 2009.

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,  
E. SCHOUPPE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2009/11041]

**Bureau de normalisation (NBN). — Enquêtes publiques**

Le Bureau de normalisation (NBN) met à l'enquête publique le projet de norme belge ci-après.

Ce projet peut être obtenu contre paiement de son prix au Bureau de normalisation, avenue de la Brabançonne 29, 1000 Bruxelles (www.nbn.be).

Observations et suggestions peuvent être envoyées au NBN jusqu'à la date de clôture de l'enquête.

La date de clôture est à modifier, le cas échéant, pour réserver un délai de cinq mois après la parution du présent avis.

**NBN C 61-112-1**

Prises de courant pour usages domestiques et analogues - Partie 1 : Règles générales (1<sup>re</sup> édition).

Enquête publique jusqu'au 30 juin 2009.

**NBN EN 1991-1-6 ANB**

Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-6 : Actions générales - Actions en cours d'exécution - Annexe nationale (1<sup>re</sup> édition).

Enquête publique jusqu'au 30 juin 2009.

**NBN EN 1996-1-1 ANB**

Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 1-1 : Règles communes pour ouvrages en maçonnerie armée et non armée - Annexe nationale (1<sup>re</sup> édition).

Enquête publique jusqu'au 30 juin 2009.

**NBN EN 1996-2 ANB**

Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 2 : Conception, choix des matériaux et mise en oeuvre des maçonneries - Annexe nationale (1<sup>re</sup> édition).

Enquête publique jusqu'au 30 juin 2009.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2009/11041]

**Bureau voor normalisatie (NBN). — Publicatie ter kritiek**

Het Bureau voor normalisatie (NBN) publiceert ter kritiek het hierna volgende Belgische normontwerp.

Dit ontwerp is verkrijgbaar tegen betaling van zijn prijs bij het Bureau voor normalisatie, Brabançonnalaan 29, 1000 Brussel (www.nbn.be).

Opmerkingen en suggesties mogen overgemaakt worden aan het NBN tot op de sluitingsdatum van het onderzoek.

De vermelde sluitingsdatum dient eventueel gewijzigd te worden om een termijn van vijf maanden na het verschijnen van dit bericht te waarborgen.

**NBN C 61-112-1**

Contactdozen voor huishoudelijk en gelijkaardig gebruik - Deel 1 : Algemene regels (1<sup>e</sup> uitgave).

Publicatie ter kritiek tot 30 juni 2009.

**NBN EN 1991-1-6 ANB**

Eurocode 1 - Belastingen op constructies - Deel 1-6 : Algemene belastingen - Belastingen tijdens uitvoering - Nationale bijlage (1<sup>e</sup> uitgave).

Publicatie ter kritiek tot 30 juni 2009.

**NBN EN 1996-1-1 ANB**

Eurocode 6 - Ontwerp en berekening van constructies van metselwerk - Deel 1-1 : Gemeenschappelijke regels voor constructies van gewapend en ongewapend metselwerk - Nationale bijlage (1<sup>e</sup> uitgave).

Publicatie ter kritiek tot 30 juni 2009.

**NBN EN 1996-2 ANB**

Eurocode 6 - Ontwerp en berekening van constructies van metselwerk - Deel 2 : Ontwerp, materiaalkeuze en uitvoering van constructies van metselwerk - Nationale bijlage (1<sup>e</sup> uitgave).

Publicatie ter kritiek tot 30 juni 2009.

**MINISTERE DE LA DEFENSE**

[C – 2009/07021]

**Suspension volontaire des prestations  
Placés ouvertes pour l'année civile 2009**

1. En application de l'article 37, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 décembre 2008 portant des dispositions diverses (I), le nombre de militaires qui peut obtenir une suspension volontaire des prestations est fixé pour l'année civile 2009.

2. Introduction des demandes

L'introduction des demandes est possible dès publication du présent avis.

**MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING**

[C – 2009/07021]

**Vrijwillige opschorting van de prestaties  
Opengestelde plaatsen voor het kalenderjaar 2009**

1. In toepassing van artikel 37, § 1, van de wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen (I), worden voor het kalenderjaar 2009 het aantal militairen vastgelegd dat een vrijwillige opschorting van de prestaties kan verkrijgen.

2. Indiening van de aanvragen

De indiening van de aanvragen is mogelijk vanaf de publicatie van dit bericht.